



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITEE

A/C.3/43/L.81  
25 novembre 1988  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-troisième session  
TROISIEME COMMISSION  
Point 12 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Australie, Autriche, Cuba, Danemark, Espagne, France, Grèce,  
Italie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Portugal et  
Suède : projet de résolution

Situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales  
au Chili

L'Assemblée générale,

Guidée par les buts et principes de la Charte des Nations Unies et ayant à l'esprit la Déclaration universelle des droits de l'homme 1/, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels 2/ et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques 2/,

Consciente de la responsabilité qui lui incombe de promouvoir et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et résolue à demeurer vigilante devant leurs violations, où qu'elles se produisent,

Notant que le Gouvernement chilien a le devoir de respecter et de protéger les droits de l'homme conformément aux instruments internationaux auxquels le Chili est partie,

Considérant que la préoccupation de la communauté internationale devant la situation des droits de l'homme au Chili s'est manifestée dans un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale, en particulier dans la résolution 33/173 du 20 décembre 1978 sur les personnes disparues et dans la résolution 42/147 du 7 décembre 1987, dans laquelle l'Assemblée a invité la Commission des droits de

---

1/ Résolution 217 A (III).

2/ Résolution 2200 A, annexe.

l'homme à prendre les mesures les plus appropriées pour assurer le rétablissement effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Chili, y compris la prorogation du mandat du Rapporteur spécial,

Rappelant les résolutions pertinentes de la Commission des droits de l'homme, en particulier la résolution 1988/78 du 10 mars 1988 3/, dans laquelle la Commission a notamment décidé, devant la persistance de violations graves des droits de l'homme au Chili, de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial et d'examiner cette question à titre hautement prioritaire,

Considérant que le plébiscite qui a eu lieu le 5 octobre 1988 est un pas important vers le rétablissement de la démocratie au Chili,

Prenant note de même de l'acceptation officielle des résultats du plébiscite ainsi que de l'intensification de l'activité politique dans le pays,

Prenant note avec satisfaction également de la levée des deux états d'exception ainsi que de l'interdiction d'entrer et de sortir librement du pays,

Déplorant que malgré les séjours répétés du Rapporteur spécial au Chili et l'adoption de mesures positives par le Gouvernement, le cadre juridique institutionnel qui rend possible les violations des droits de l'homme n'ait pas encore été modifié,

Observant que même si dans certains cas elles ont été autorisées à paraître, les publications d'opposition sont fréquemment soumises à des restrictions et des limitations arbitraires,

1. Prend acte avec intérêt du rapport préliminaire du Rapporteur spécial 4/ présenté en application de la résolution 1988/78, en date du 10 mars 1988, de la Commission des droits de l'homme;

2. Juge positif que le Gouvernement chilien ait décidé de continuer de coopérer avec le Rapporteur spécial et lui ait permis de séjourner de nouveau dans le pays en octobre 1988, lui donnant libre accès aux moyens nécessaires pour établir son rapport et compte que l'autorisation d'effectuer une nouvelle visite dans les mêmes conditions lui sera très prochainement accordée;

3. Considère que la décision du Gouvernement chilien de respecter le résultat du plébiscite du 5 octobre 1988 est une expression de la volonté populaire et un pas important vers le rétablissement rapide de la démocratie dans le pays;

---

3/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1988, Supplément No 2 (E/1988/12), chap. II, sect. A.

4/ A/43/624, annexe.

4. Prie instamment le Gouvernement chilien de prendre les mesures requises pour faciliter le rétablissement sans réserve d'un système démocratique pluraliste et représentatif fondé sur le principe de la souveraineté populaire;

5. Se félicite de la décision du Gouvernement chilien de lever les deux états d'exception, imposés il y a 15 ans, ce qui permet une plus grande activité politique dans le pays;

6. Est convaincue que les mesures adoptées jusqu'alors par le Gouvernement chilien pour favoriser la transition vers la démocratie conduiront à améliorer effectivement la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales du peuple chilien;

7. Se déclare, une fois de plus, préoccupée par la persistance des violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Chili, dont rend compte le rapport préliminaire du Rapporteur spécial;

8. Prie instamment de nouveau le Gouvernement chilien de mettre fin à ces situations et d'abolir la législation qui les rend possibles; de continuer de prendre des mesures qui permettent le rétablissement dans le pays du principe de la légalité; d'assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'efficacité des recours en justice; de respecter les droits de l'homme conformément aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de s'acquitter des obligations qu'il a contractées en vertu de divers instruments internationaux afin d'assurer la jouissance et l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

9. Prie instamment le Gouvernement chilien d'autoriser, conformément aux recommandations du Rapporteur spécial et aux dispositions en vigueur, la publication officielle de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants 5/, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;

10. Invite la Commission des droits de l'homme à examiner, à sa quarante-cinquième session, à titre hautement prioritaire, la situation des droits de l'homme au Chili, sur la base du rapport du Rapporteur spécial et d'autres informations pertinentes dont elle aura connaissance, à étudier les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement des droits de l'homme dans ce pays, y compris la prorogation du mandat du Rapporteur spécial, et lui demande de faire rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session.